

Repenser l'État social

Instaurer la solidarité – Libérer les personnes – Repousser le marché

Proposition du comité directeur à l'attention de l'AD du 15. Mai à Bâle

En tant que socialistes, nous aspirons à une société dans laquelle tous les êtres humains bénéficient de la prospérité créée en commun. „Chacun selon ses capacités, chacun selon ses besoins“, écrivait Karl Marx dans sa „critique du programme de Gotha“. Ce droit appartient à chaque être humain. Une personne qui n'est peu ou pas en mesure de participer au développement de la prospérité commune doit tout de même être partie prenante de la société.

L'État social est l'expression démocratique de la volonté de solidarité des personnes entre elles. Nous ne voulons aucune mère seule qui doive élever ses enfants dans la pauvreté. Nous ne voulons aucun employé de la construction qui après un accident est poussé vers le chômage et se retrouve alors en marge de la société. Nous ne voulons pas de personnes âgées, qui après une longue vie de travail bouclent péniblement les fins de mois.

L'État social libère les gens de la tutelle. Ils ne sont plus dépendants de la bonne grâce des employeurs, de l'Église, de la famille ou des institutions sociales, lorsqu'ils ne peuvent plus aller normalement au travail. Cela renforce les personnes en tant qu'individus. Mais cela renforce aussi la possibilité d'organisation commune. Les travailleuses et travailleurs peuvent par exemple moins être mis sous pression par leurs chefs. Il existe une sécurité sociale.

Fini avec la défensive!

Le 7 mars 2010, 72.7% des votants refusaient l'abaissement du taux de conversion de la LPP. Une défaite pour la droite néolibérale et une victoire pour la social-démocratie et les syndicats : le vol des rentes a été empêché. L'État social actuel représente de grands acquis, remportés en premier lieu par le mouvement des travailleurs socialistes. La gauche doit défendre l'État social sans condition contre toutes les attaques de la droite. Depuis le commencement de la montée du néolibéralisme au début des années 80, ces attaques deviennent plus fréquentes et plus violentes.

La victoire de mars 2010 montre clairement que nous la gauche nous trouvons dans une position défensive. Nous pouvons certes souvent repousser les attaques de la majorité bourgeoise à l'aide de référendums (baisse du taux de conversion, 11^e révision de l'AVS). Dans un même temps, il devient plus difficile d'aller vers des progrès (caisse maladie unique, flexibilisation de l'âge de la retraite).

Nous devons rompre avec cette position défensive!

Le système d'assurances sociales actuel résulte de compromis avec les partis bourgeois. Ses problèmes principaux sont :

- Des constructions comme le modèle des trois piliers redistribuent de l'argent du bas vers le haut. Le deuxième pilier place d'énormes sommes sur les marchés financiers. Ce système est sensible aux crises et contraint la population à participer au système de capitalisme casino.
- Les différents groupes dans la société sont opposés. Handicapés contre non-handicapés, vieux contre jeunes, chômeurs contre travailleurs etc. Il est par exemple beaucoup plus facile d'économiser sur les coûts de l'AI que sur ceux de l'AVS.
- Une quantité de caisses et systèmes sont en concurrence au détriment des

nécessiteux. La coordination de ces caisses dévore des sommes énormes et demande une grande bureaucratie.

- L'explosion des primes d'assurance maladie réduit massivement le pouvoir d'achat des ménages.

La JS Suisse soutient différentes orientations pour des réformes profondes du système d'assurances sociales actuel. Elles se complètent mutuellement et proposent des alternatives au radicalisme néolibéral qui règne actuellement.

Instaurer la solidarité – Libérer les personnes – Repousser le marché

Notre système actuel d'assurances sociales est divisé en une quantité de caisses (AVS, AI, LACI, SUVA, LAMAL, aide sociale etc.). Ce système mène à la désolidarisation des différents groupes. Cette désolidarisation est un produit du néolibéralisme et une volonté politique. La JS Suisse demande donc l'institution d'une assurance unique. Cette caisse nationale reprend toutes les anciennes assurances sociales et assure les personnes contre les conséquences de la perte de gains (maladie, accident, chômage, âge, maternité, etc.). Cette assurance doit principalement être financée par des impôts progressifs sur le revenu, la fortune et les successions, ainsi que par des impôts sur les entreprises et les gains en capitaux.

Le think-tank de gauche „Denknetz“ préconise la création d'une assurance générale du revenu AGR. Cette proposition va dans la bonne direction et est soutenue par la JS Suisse. Le PS Suisse doit discuter de ces propositions dans le débat autour du nouveau programme du parti et travailler sur des possibilités pour l'après 3 piliers.

Libérer les personnes: la démocratie économique

Notre système capitaliste concentre le pouvoir sur les moyens de production dans les mains de quelques uns et contraint la grande majorité au travail salarié. Le mouvement social-démocrate doit aujourd'hui montrer des voies concrètes pour déplacer le rapport de pouvoir en faveur de la majorité et libérer les personnes de la contrainte du travail salarié. L'approche de la démocratie économique dans le nouveau programme du PS Suisse nous semble aller dans la bonne direction. Nous demandons cependant que ce papier ne reste pas seulement du papier, mais qu'il soit suivi par des actions politiques concrètes du PS.

Repousser le marché: renforcer le secteur public

Selon l'idéologie néolibérale, le marché est le principe central, selon lequel doit être organisée une société. Des mots comme „concurrence!“, „efficacité!“, „compétition!“ sont définis comme les buts d'un ordre social, qu'ils soient utiles aux personnes ou non. Dans le domaine de la protection, cette logique ne fonctionne pas. Qui voudrait que sa propre mère âgée soit soignée aussi „efficacement“ que possible? Seul un secteur public fort peut repousser cette logique de marché et prendre en considération les besoins de toute la population.

La couverture de base de la société doit être assumée et financée par les pouvoirs publics et gérée démocratiquement. Dans le domaine de la protection sociale il faut ici aussi mentionner le système complet de santé et de soins. Le PS Suisse doit s'investir pour le développement du secteur démocratiquement contrôlé.